

La Belgique rêvée de Thierry Bodson (FGTB): "Un socle fédéral et quatre Régions: Flandre, Wallonie, Bruxelles et Région germanophone"

La Libre - Laurent Gérard - 27 décembre 2019

La Belgique semble enlisée dans la crise. La difficulté de trouver un compromis entre partis du nord et partis du sud du pays replace le pays face à son devenir. Faut-il à nouveau réformer la Belgique ? Et si oui, comment et pour faire quoi ? Durant la trêve, "La Libre" interrogera une dizaine de personnalités issues de différents univers pour leur demander de décrire la Belgique dont ils rêvent.

Thierry Bodson est secrétaire général de la FGTB wallonne, l'aile wallonne du syndicat socialiste. C'est un régionaliste convaincu. Pour lui, la structure institutionnelle belge est loin d'être optimale. "D'abord, explique-t-il, parce que des compétences sont partagées entre fédéral et entités fédérées. C'est synonyme d'un manque d'efficacité. C'est le cas dans deux matières éminemment importantes aujourd'hui. Premièrement, les défis climatiques, qui passeront par des décisions dans la mobilité, dans l'énergie,... des matières scindées entre fédéral et régional. Dans ce cas, à mon sens, ces matières doivent aller vers les Régions. Deuxièmement, la sécurité sociale : les pensions et le chômage sont entièrement au fédéral alors que les soins de santé sont partagés entre Régions et fédéral et que les allocations familiales et la politique des personnes handicapées sont aux Régions. Cela ne va pas. La sécurité sociale doit être gérée par un seul niveau de pouvoir : le fédéral."

Culture et enseignement

Un second problème majeur provient, selon Thierry Bodson, de "l'existence même de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)". "D'abord un problème de lisibilité. Si on pouvait un jour dire aux Belges qu'ils vivent dans un pays avec quatre régions et pas des régions et des communautés, ce serait plus compréhensible. Ensuite un problème d'efficacité : on me dit que la FWB est le lieu de la solidarité entre Bruxelles et la Wallonie. Mais pour cela, a-t-on vraiment besoin d'un Parlement, de ministres, d'une fédération endettée jusqu'au cou et dont les élèves sont derniers au classement Pisa ? Toutes ces matières qui sont à la FWB devraient être régionalisées et faire l'objet d'accords de coopération entre Régions. Cinq ou six accords de coopération, c'est quand même moins lourd qu'une FWB. Enfin, un problème d'adhésion : si on veut un projet pour ce pays, il faut un projet pour chaque région, et il n'y aura pas de projet wallon tant que la culture et l'éducation ne seront pas au sein de l'espace wallon. Qu'est-ce qui fait que les gens ont envie de se bouger ? C'est la culture, c'est l'enseignement ! Y a pas un Wallon qui se lève le matin pour le plan Marshall !"

Sur le terrain, le secrétaire général de la FGTB wallonne constate l'impact négatif de cette structure inaboutie. Par exemple lorsqu'il s'agit de mettre en place la formation en alternance. "C'est une matière qui concerne la région et la FWB, c'est difficile. Alors, pour régler les problèmes, on veut l'organiser au niveau des bassins de vie, soit plus ou moins les arrondissements. La Flandre aura sa cohérence, Bruxelles aussi, mais en Wallonie, on aura alors neuf bassins de vie, avec peu de cohérence et d'efficacité. Et après, on dira qu'il y a une guerre des bassins ! Ce qui manque à la Wallonie, ce sont deux ou trois projets auxquels les gens adhèrent. Il faut un esprit wallon. Mais on ne se donne pas les armes pour le créer."

Homogénéité

Venons-en aux solutions, alors. Que faut-il faire pour remédier au mal belge ? "Il faut, d'une part, transférer les compétences des Communautés aux Régions. Et, d'autre part, reconstituer des paquets de compétences homogènes, au fédéral pour la sécurité sociale et les matières régaliennes, et dans les Régions pour les autres matières, comme l'économie."

"Aujourd'hui, en Wallonie, argumente-t-il, on a des outils économiques (Sogepa, Sowalfin...) qui sont proches du tissu économique wallon. Est-ce que, par exemple, on aurait autant aidé la Sonaca si cela avait été des outils fédéraux ? Je n'en suis pas sûr. De même les agences à l'exportation, qui sont aussi chargées de trouver des investisseurs à l'étranger, cela a du sens qu'elles soient régionales. Le tissu économique est tellement différent entre les régions."

Pas de réforme dans l'immédiat

Et pour mettre en place cette nouvelle structure, doit-on passer par une nouvelle réforme de l'État ? "Dans un premier temps, non, estime Thierry Bodson. Il faut commencer par évaluer la sixième réforme, mais c'est trop tôt. Après cette évaluation, il faudra corriger à la marge ce qui ne fonctionne pas. Cela nécessitera-t-il une septième réforme ? Je n'en sais rien. Ce qui compte, c'est de corriger, mais sans refaire les conneries qu'on a faites dans la sixième réforme, poussés dans le dos par le CD&V. À savoir transférer des gros budgets, peu importe lesquels, pour autant qu'on atteigne le montant voulu. C'est quand même pour cela qu'on a transféré les allocations familiales ! Mais si, pour corriger ce qui doit l'être, il faut une réforme de l'État, alors on met les quatre Régions autour de la table et elles se mettent d'accord. Ça n'a jamais été fait jusqu'ici. Soit chacun trouve un intérêt dans la réforme, et on la fait. Soit on se revoit dans cinq ans."

Au bout de ce processus, la Belgique idéale de Thierry Bodson ressemblerait à ceci : "Un socle fédéral intangible (sécurité sociale, droit du travail, fiscalité) et quatre régions : Flandre, Wallonie, Bruxelles et Région germanophone."